

L' Organisation Mondiale du Commerce (OMC), sans jamais rien nous demander, a déjà choisi de nous imposer sa mondialisation.

MAIS, NOUS, QUELLE MONDIALISATION VOULONS-NOUS ?

L' OMC, réfugiée au Qatar - petit coin de désert dans une dictature pétrolière - (du 9 au 13 novembre 2001), se passe à nouveau de notre avis **pour radicaliser plus avant sa politique libérale**, sans tenir compte des politiques sociales ou environnementales.

L' OMC - sous la pression, notamment des Etats-Unis et de l'Union Européenne (complices des intérêts de leurs multinationales) - cherche à forcer l'ouverture d' **un nouveau cycle de négociations**.

L' OMC a pour but, dans le cadre de la libéralisation des échanges, d' **ouvrir à la concurrence, les activités rentables des services publics de tous les pays**, et de faire de l'ensemble de nos échanges sociaux une marchandise qu' on achète.

L' OMC a, dans ce but, classé les services en 11 secteurs et 160 sous-secteurs. Dès aujourd'hui, et parmi d'autres, **l' Education, la Santé et les Services Environnementaux sont sur la table des négociations...** (des marchés annuels évalués à 2000 milliards de dollars pour l'éducation et à 3500 milliards de dollars pour la santé (soit respectivement plus de 9 et 16 fois le budget de la France).

Refusons l' ouverture de ces nouvelles négociations de l' OMC et participons ensemble au rassemblement:

"POUR UNE AUTRE MONDIALISATION"

Samedi 10 novembre à 14 h 30

Place de La Magdeleine, Alençon

L' OMC, refuse tout moratoire et bilan des conséquences de la politique qu'elle mène et qu'elle légitime par la création sans précédent de richesses que créerait le commerce mondial . Et pourtant :

:

- Les inégalités ne se creusent-elles pas de façon dramatique et dangereuse entre les pays et à l'intérieur même des pays riches ?

Le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement de 1999) rappelait déjà que les plus riches se partagent 86% de la richesse produite dans le monde et les 20% les moins riches 1%.. En France même, à la même époque, 8,4% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté etc..

- Le monde de la finance (fonds de pension, banques, assurances ..) et la spéculation, ne soumettent-ils pas l'économie, la vie des entreprises et de leurs salariés, à leurs intérêts et aux mouvements de leurs capitaux ?

Plus de 1 800 milliards de dollars vont et viennent chaque jour à travers le monde (7 fois plus que nécessaire au commerce) mais des économies s'effondrent comme en Asie en 1998 précipitant des populations entières dans la misère, des entreprises ferment leurs portes (Danone, Philips, Moulinex, Valeo..). précarisation, flexibilité s'en suivent etc...

- L' organisation de la vie sociale des pays, des pays agricoles en particulier, n'est-elle pas brutalement désorganisée et fragilisée par la concurrence sauvage et inégale ?

Celle que provoque l'ouverture sans réserve des frontières et la substitution de cultures d'exportation aux cultures vivrières du pays (déplacement de populations, exodes, pauvreté etc...) - de plus, les pays doivent obligatoirement acheter à l'étranger 5% des produits nécessaires à leurs besoins alimentaires ...

- Nos systèmes de protection sociale, de santé et d'éducation , ne sont-ils pas eux-mêmes objets de convoitise du marché et de la finance?

Fonds de pension cherchant à se substituer aux retraites par répartition La santé, un marché annuel de 3500 milliards de dollars, l' éducation un marché de 2000 milliards de dollars, d'où l'intérêt à faire du malade et de l'étudiant des clients devant acheter les services souhaités - dans ce système, mieux vaut donc être riche pour s'acheter les meilleurs services. Dès 1999, Michel Servoz - principal négociateur de la Commission Européenne pour les services, déclare que la Santé,